

PRO FRIBOURG

Mars 1980

INFORMATIONS

Trimestriel N° 44



Les piétons se rebiffent!

Vieille Ville: restaurer, pourquoi? Comment?

SOMMAIRE

RESTAURER : POURQUOI ? COMMENT ?

Rappel historique	p.	4
Quelques mauvais exemples à Fribourg		11
Vérité aujourd'hui, erreur demain ?		15

LES PIETONS SE REBIFFENT ! 23

Chronique de politique communale	35
Quartier d'Alt : passer du pire au médiocre ?	38
En bref	39
Un "contestataire" nous écrit	40
Bon point pour la Commune : le petit Werkhof sauvé	42
BEF : BOF !	44

PHOTOS: Léo Hilber Fribourg : 12,43. Peter Krebs Fribourg 1,23,27-29, 31-34. Prosper Macherel Fribourg : 11. Benedikt Rast Fribourg : 14, 18. Claude Rossier Fribourg : 16, 17.

Imprimerie Saint-Paul à Fribourg. Tirage : 3'600 exemplaires

APPEL A NOS LECTEURS : Nous avons besoin de votre appui. Si vous n'avez pas encore versé votre cotisation-abonnement 80, un bulletin vert annexé sert de rappel. D'avance merci !



PRO FRIBOURG

Secrétariat: Stalden 14, 1700 Fribourg

Cotisation :
donnant droit: l'envoi du bulletin

Ordinaire: 18 fr.; de soutien 30 fr.
Tarif réduit: 12 fr. (étudiants, apprentis, 3e âge)

CCP 17-6883 1700 Fribourg

INITIATIVE EN FAVEUR DE LA CULTURE. Les documents concernant cette initiative que nous soutenons nous étant parvenus trop tard, nous traiterons de ce sujet dans le prochain bulletin.

*Je propose qu'on institue des pèlerinages
à toutes les oeuvres de plein air épar-
gnées encore par la restauration : églises,
châteaux, fontaines, etc.*

Auguste Rodin, en 1914.

PRESERVER, RESTAURER, POURQUOI ? POUR QUI ? COMMENT ?

La réponse n'est pas simple. Les résultats ne sont pas toujours probants.

Il ne suffit pas en tous cas de lancer un appel, comme à Fribourg pour les fêtes de 1981, et se dire que le tour est joué.

Ce n'est pas une simple question de ravalement de façades. C'est une tâche patiente, de longue haleine et qui ne peut se limiter à sauver seulement les apparences.

D'autant que, en dépit de l'assurance des spécialistes, la restauration est loin d'être une science exacte.

Pour la raison que chaque restauration porte la marque de son époque, de la vision que nous avons, à un moment donné, du passé.

Ce qui veut dire que la meilleure des restaurations entraîne une transformation et une perte de substance. Alors que trop d'interventions pêchent par leur lourdeur et sont finalement irréversibles.

Nous avons déjà dénoncé, ici même à maintes reprises, ce qui tend à la caricature du passé, preuves à l'appui...

La démarche de restaurer n'est pas innocente. Derrière elle se cache une démarche idéologique, plus ou moins consciente.

Nous plaiderons pour des interventions mieux informées, plus responsables, moins superficielles; pour une humilité, une modestie à retrouver, face à ce que nous avons à transmettre, sans le dénaturer, car nous n'en sommes que les détenteurs passagers.

Ce débat ne date pas d'aujourd'hui. C'est ce que nous allons voir.



PILLAGE DE L'HÔTEL DE CASTRIES, F B G. S^T GERMAIN A PARIS
le 13 Novembre 1790

Aucune oeuvre humaine n'est éternelle. Tout édifice, de par sa structure, son utilisation, ses matériaux, a une durée limitée dans le temps. Des sept merveilles du monde des Anciens, seule la Pyramide de Chéops est parvenue jusqu'à nous.

A l'usure du temps, s'ajoutent non seulement les destructions, les cataclysmes et les incendies, mais aussi les changements de perception, de fonction qui altèrent la signification des édifices et provoquent leur abandon.

Les monuments romains d'Avenches alimentent les fours à chaux, l'Abbatiale de Payerne est tour à tour utilisée comme grenier et comme caserne, suite à la Réforme. Mais sa construction s'était faite elle-même en grande partie avec des matériaux romains récupérés.

C'est une idée reçue qu'avant notre période moderne, chaque époque ajoutait son apport sans souci, croit-on, du style de ses prédécesseurs. A Fribourg, quand il s'agit de terminer, à la fin du 15e s. avec plus d'un siècle de retard, la tour de St-Nicolas, on adopte un plan nouveau, alors même que le dessin initial était sous les yeux. La croissance lente des édifices s'apparentait à une croissance organique.

Il y a pourtant toujours des exceptions : sous tous les courants dominants, les modes d'une époque, il y a des courants sous-jacents. C'est ainsi qu'en 1604 la cathédrale romane de Valence est reconstruite à l'identique et qu'en 1708 Robert de Cotte fait un projet de reconstruction de façade gothique à Orléans.

En fait, chaque époque tend à puiser ou à redécouvrir dans le passé ce qui contribue à son propre achèvement. Ce n'est donc pas un hasard si la Renaissance exhume la statuaire antique ou si on entreprend des fouilles à Pompéi à la fin du 18e s.

La tourmente révolutionnaire va s'en prendre aux symboles de la Féodalité et de la Religion. Mais si elle est responsable de la destruction de St Martin de Tours ou de St Martial de Limoges, le démantèlement de Cluny, la plus grande église de la Chrétienté après St Pierre de Rome, va se poursuivre sous l'Empire et la Restauration. C'est le règne des marchands de biens qui commence.

Une prise de conscience, une réaction s'amorcent. Elles sont le fait, dans la première moitié du 19e s., d'un courant novateur.



Museo Martini, r. Vercelli 41, et r. da Coq 2

Imp. La. Tenace, Cour des Miracles, 3 bis.

— On a raison d'laisser c'te tour là debout... faudrait monter en ballon pour la démolir!...

Daumier (Charivari 7.12.1852)

Le Paris nouveau ... perdra l'histoire de l'ancien Paris. Toute trace en est effacée pour les hommes de trente ans. Les vieux monuments qui restent debout ne disent plus rien, parce que tout a changé autour d'eux. Notre-Dame et la Tour Saint-Jacques ne sont pas plus à leur place que l'Obélisque, et semblent aussi bien avoir été apportées d'ailleurs comme de vaines curiosités.

... Les hommes de la Révolution ont eu la rage de faire passer des rues sur les sanctuaires qu'ils avaient démolis. Ils se sont dérangés pour accomplir cette chère besogne, ils ont sacrifié même leur bien-aimée ligne droite.

On continue. Dans le Paris nouveau il n'y aura plus de demeure, plus de tombeau, plus de cimetière. Toute maison ne fera qu'une case de cette formidable auberge où tout le monde a passé et où personne n'a souvenir d'avoir vu personne.

Louis Veillot (Les Odeurs de Paris, 1867)

Il (l'auteur) a sur la décadence actuelle de l'architecture et sur la mort, aujourd'hui presque inévitable, de cet art-roi, une opinion malheureusement bien enracinée et bien réfléchie. Mais il sent le besoin de dire ici qu'il désire vivement que l'avenir lui donne tort un jour.

... Mais, dans tous les cas, quel que soit l'avenir de l'architecture, de quelque façon que nos jeunes architectes résolvent un jour la question de leur art, en attendant les monuments nouveaux, conservons les monuments anciens.

... C'est une chose affligeante de voir en quelles mains l'architecture du moyen-âge est tombée, et de quelle façon les gâcheurs de plâtre d'à présent traitent la ruine de ce grand art.

(Préface de Notre Dame de Paris)

Ce sont des hommes jeunes, porteurs d'idées nouvelles, qui vont prendre la défense de l'architecture ancienne. Alphonse de Chateaubriand publie le Génie du Christianisme à l'âge de 34 ans. Victor Hugo écrit Notre Dame de Paris à 32 ans. En 1833, Prosper Mérimée est âgé de 30 ans quand il est nommé Inspecteur général des Monuments historiques et c'est à un jeune architecte de 26 ans, Viollet-le-Duc, qu'il confie la restauration de Vézelay.

L'oeuvre de restauration commence. Mais si celle de Vézelay est un sauvetage, ailleurs, elle accumule les erreurs : les architectes "corrigeant" l'architecture médiévale quand elle leur apparaît irrégulière ou dissymétrique. Ainsi Abadie à St Front de Périgueux, où il se fait la main avant de construire la basilique du Sacré-Coeur de Montmartre.

On sauve donc les monuments dans le même temps qu'on éventre les quartiers anciens sous prétexte d'hygiène sociale. A Paris, le Baron Haussmann entreprend ses grands percements : son souci réel est de prévenir toute menace révolutionnaire dans les quartiers populeux. Ses grandes avenues sont des boulevards stratégiques qui relient entre elles des casernes. Il laisse le champ libre par la même occasion à une formidable spéculation immobilière. Il fera école dans toute l'Europe.

Les immeubles de rapport hausmaniens annoncent une évolution nouvelle : le logement devient une marchandise dont on trafique. La vague des destructions s'étend et ce sera très tardivement et très timidement qu'on s'avisera d'élargir la notion de protection des monuments à celle des ensembles.

AUGUSTE RODIN, en 1914 :

Je suis plus choqué, peut-être, ici (à Reims) que partout ailleurs par les restaurations. Elles sont du 19^e siècle, et, depuis cinquante ans qu'elles sont faites, elles se patinent, mais ne trompent pas. Ces inepties d'un demi-siècle voudraient prendre rang parmi les chefs-d'oeuvre !

... Je ne serai pas écouté, je le sais trop. On continuera à casser et on continuera à réparer. Rien n'interrompra - t'il cet abominable dialogue où l'hypocrisie donne la réplique à la violence, celle-là achevant de détruire le chef-d'oeuvre mutilé par celle-ci, tout en protestant qu'elle va le remplacer par une copie, une répétition exacte ? On ne remplace rien, entendez-vous ? On ne répare rien ! Les modernes ne sont pas plus capables de donner un double à la moindre merveille gothique qu'à celles de la nature. Encore quelques années de ce traitement du passé malade par le présent meurtrier, et notre deuil sera complet et irrémédiable.

(Les cathédrales de France)

Cette remise en cause des méthodes de restauration par des artistes connaît des rebondissements de nos jours. En 1975, par exemple, on a vu une polémique autour du célèbre *bleu* des vitraux de Chartres. Des artistes, dont Manessier, reprochent aux restaurations actuelles de raviver les autres composantes de ces vitraux et d'en modifier le rapport des couleurs ...

Bien entendu, on ne peut pas toujours faire grief aux restaurateurs qui entreprennent souvent in-extremis de véritables sauvetages : quand Abadie en 1851 reconstruisait St Front au lieu de le restaurer, il ne s'appuyait encore sur aucune doctrine et tâtonnait, préférant finalement, pour empêcher la ruine totale de l'édifice, employer la chirurgie plutôt que la médecine.

A l'heure actuelle, les progrès des techniques de restauration ne parviennent guère à rattraper la progression des nuisances. Il ne sert pas à grand chose de réparer les atteintes dues à la pollution si on ne s'attaque pas en même temps à ses causes.

L'application des méthodes de restauration des monuments historiques aux ensembles anciens est enfin inadaptée à l'immensité de la tâche. D'autres voies devront être explorées, par le retour à des moyens simples, aux règles de l'art des métiers traditionnels du bâtiment.

En attendant, les rares ensembles anciens qui subsistent se transforment partout en leur propre caricature ...

A FRIBOURG ET EN SUISSE ...

Bien qu'ayant échappé aux grands conflits européens depuis les guerres napoléoniennes, la Suisse n'en a pas moins accumulé les destructions. Pendant longtemps, seuls les "monuments" ont eu droit à une protection et les ravages se sont étendus au coeur de nos villes : à Genève, les rues basses et le faubourg St Gervais ont été massacrés et la Vieille Ville s'est repliée comme peau de chagrin sur sa colline; Lausanne a ravagé son site et continue de le faire; le centre historique de Neuchâtel est coupé du lac; Berne, au siècle dernier, tout en "terminant" la tour de sa cathédrale, détruisait celle du Christoffelturm, pourtant l'un des monuments marquants de la ville. Seule Fribourg gardait son noyau ancien inséré dans un site naturel intact ...du moins jusqu'au saccage actuel du centre-ville.

Au 19e siècle, les défenseurs du patrimoine semblent résignés à l'inévitable. En 1856, Fechter à Bâle remarque tristement : "encore quelques décennies et il ne restera plus que quelques traces de notre cité médiévale..."

Pourtant l'histoire de l'art fait progresser les connaissances : le zurichois Rahn publie en 1876 son maître ouvrage "Geschichte der bildenden Künste in der Schweiz". A cette époque, on fait appel à Viollet-le-Duc pour restaurer la cathédrale de Lausanne. Mais on ne connaît guère d'art que "monumental" et la notion d'ensemble n'est pas perçue de la plupart des esprits cultivés et "ouverts au progrès" : un rapport de 1913 de la Société d'Utilité publique de Genève parle de ces "vieux immeubles, élevés il y a plus de deux cents ans, qui devraient être périmés au point de vue de la location et devraient attendre, déserts et inhabités, la pioche du démolisseur qui, mettant à nu le terrain sur lequel ils furent construits, permettrait de mesurer du même coup leur seule valeur actuelle." Ce raisonnement bien capitaliste rejoint (déjà !) celui de la propagande socialiste qui, en 1936, proclame : "Il y a dans les villes ..des maisons insalubres, foyers de contagion morale et matérielle, foyers de scrofule et de tuberculose, il faut les faire disparaître." Le fribourgeois Montenach aura beau dénoncer les véritables causes de la dégradation des quartiers anciens, la négligence et la surpopulation, il ne sera pas entendu.

Aussi aux destructions s'ajouteront les "améliorations", dont le quartier de la Nydegg à Berne est l'exemple : tout a été démoli mais les apparences sont sauvées, tout ayant été reconstruit en Heimatstil. Ces méthodes de faux semblant ont la vie dure. Elles

ont toujours cours à Fribourg, ainsi que le montrent les exemples des pages suivantes, de celui de la Grenette à celui des Forgerons.

Si, d'un côté, on procède par démolition-reconstruction, d'un autre, on a recours à l'application perfectionniste des procédés de restauration monumentaux, avec la tendance au retour à l'état le plus ancien. Ces méthodes très coûteuses ne peuvent être généralisées, elles ne s'appliquent en fait qu'à de rares édifices et non en fonction de leur degré d'intérêt mais de celui des moyens financiers du propriétaire. Cette sélection n'est donc pas qualitative.

C'est que, entre temps, la bourgeoisie réinvestit les quartiers anciens qu'elle avait délaissés souvent depuis des siècles. Ce retour est en apparence bénéfique pour le patrimoine architectural, car il provoque de nombreuses restaurations qui ne seraient pas, sans cela, immédiatement "rentables". Mais, les classes populaires, qui sont les utilisateurs actuels des quartiers anciens, ont une relation concrète avec leur environnement et un esprit communautaire encore proche de celui des premiers occupants. Les milieux aisés qui "réintègrent" le centre historique contribuent en fait à désintégrer le réseau existant de relations sociales. Ils apportent de plus leur propre vision du passé, esthétique et sentimentale, qui provoque une transformation profonde : preuve en est la vogue des pourtraisons et des maçonneries apparentes à l'intérieur des immeubles. Cela renforce la tendance aux modes de restauration perfectionnistes et passéistes au détriment d'une évolution organique par recours aux règles de l'art des métiers traditionnels.

A Fribourg, on s'est depuis dix ans abrité derrière le *Règlement sur les zones protégées*. Ce règlement des constructions en Vieille Ville a rendu d'importants services en empêchant des catastrophes, mais ses résultats apparaissent de moins en moins satisfaisants. Conçu comme garde-fou, il sert surtout de "pense-bête" : favorisant la reproduction de formules stéréotypées (voir les alignements de lucarnes..) sans s'appuyer sur une doctrine en matière de restauration et bannissant toute démarche créatrice en milieu historique, vision crispée et utopique, car un quartier ancien ne se "fige" pas, il vit et évolue nécessairement. Le texte d'André Corboz en pages 19 à 22 apporte d'utiles réflexions en ce sens. *)

Car le problème est maintenant ouvertement posé. L'élaboration du plan d'aménagement oblige à une définition de la fonction future du centre historique. Il ne s'agit plus de réviser un règlement dépassé mais de définir un projet. Ce cahier servira d'introduction aux prochains numéros de notre revue qui s'efforceront de faire le tour du problème.

*) André Corboz, jusqu'alors à Montréal, vient d'être nommé Professeur d'histoire de l'architecture au Polytechnicum fédéral de Zurich.



*La GRENETTE : AVANT-APRES ("exemple" de démolition-reconstruction)
En 1950, ce mimétisme architectural passe comme lettre à la poste..*





RUE DES BOUCHERS : AVANT-APRES (même "exemple") En 1969, un passé qui n'a jamais existé, subventionné au taux maximum par la Confédération!



RUE DE LAUSANNE :
AVANT - APRES ...
(encore une démolition-
reconstruction !)

En 1970 : faux passé ?
ou présent inactuel ?

Une architecture de faus-
saires remplace l'authen-
tique insertion moderne!





*RUE DES FORGERONS : AVANT-APRES (quasi démolition-reconstruction)
1972 : Ce trompe l'oeil "Heimatstil" camoufle en fait un HLM ...*



QUAND ARRETERA-T'ON LE MASSACRE
D'UNE VIEILLE VILLE TOURNANT A SA PROPRE CARICATURE ?

Car on remplace progressivement nos quartiers anciens
par quelque chose qui n'est ni d'hier,
ni d'aujourd'hui, ni de demain :
par quelque chose d'innommable.

On arrête bien les faux monnayeurs ...
et on donnerait libre cours à la fausse architecture ?

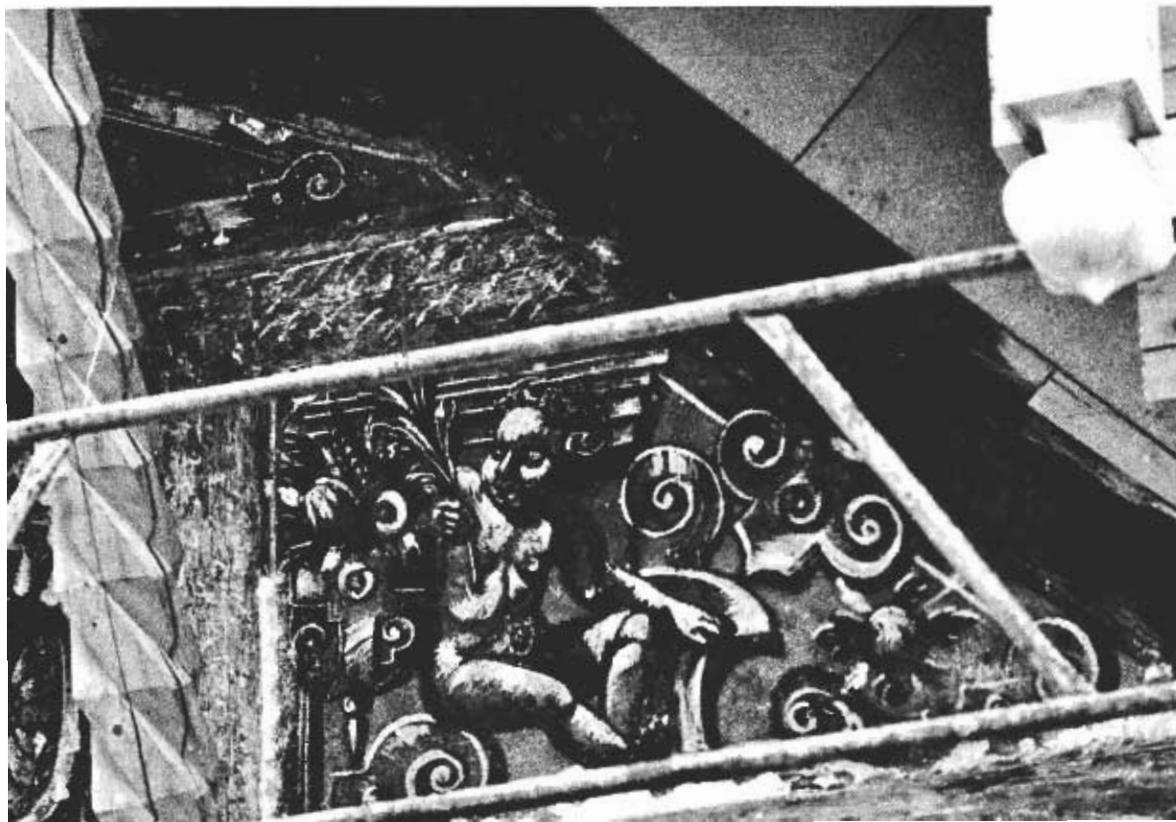
LA SCIENCE DES MONUMENTS HISTORIQUES
N'EST PAS UNE SCIENCE EXACTE :

Exemple : la vérité d'hier
était de tout ravalier pour retrouver
les belles façades de pierre d'origine.
C'est encore l'exigence première du Règlement :
La vérité d'aujourd'hui
est que de nombreuses façades étaient décorées,
ce qui est vrai à voir l'exemple suivant ...
Mais on passe d'un extrême, d'un "dogme" à l'autre.
Dans un autre cas, on reconstitue à partir de quelques
éléments découverts. Ce qui se traduit par :
1) on relève, 2) on ravale tout, 3) on repeint tout !
Quelle sera la prochaine vérité ?



PLANCHE INFERIEURE : Des fresques d'une grande vigueur sont découvertes sur la façade latérale de cette modeste maison de la Neuveville. Ce bon exemple de la décoration qui se pratiquait aux alentours de 1600 sera convenablement restauré : il était pratiquement intact sous le badigeon.





*Le bas du
Stalden
en 1950*



en 1980



DU BON USAGE DES SITES HISTORIQUES

Si les Occidentaux inventorieraient leurs biens culturels, tous les cinquante ans, ils constateraient à chaque recensement qu'il subsiste seulement la moitié des biens enregistrés lors du recensement précédent. La courbe de cette dilapidation semble asymptotique mais, comme il faut compter par unités, nous sommes très proches du point fatal; bien entendu, la perte de tant de documents de civilisation est irréversible. Pourtant, jamais l'humanité n'a consacré comme aujourd'hui tant d'efforts à interroger son passé et à déterrer les traces les plus anciennes de son apparition; serait-elle, rêveur collectif, en train de revivre d'un coup son histoire avant de s'anéantir?

Heureusement, les historiens et les conservateurs de musée ne sont plus les seuls à s'émouvoir. En quelques années — une dizaine peut-être — la sensibilité de la population a commencé à valoriser les œuvres, les constructions, les objets anciens. La dégradation de la vie urbaine et la basse qualité de l'architecture édifiée par les spéculateurs ne sont pas pour rien dans cette découverte des lieux historiques. Il y entre, en effet, beaucoup de nostalgie, surtout chez ceux qui, ne pouvant quitter la ville, investissent leur désir d'évasion dans l'image de la maison traditionnelle. Pour ceux, au contraire, qui disposent de moyens, l'achat de quelque demeure antique relève souvent du snobisme — snobisme utile, pour une fois, s'il assure la survie d'un bâtiment menacé. Mais, comme ces constructions ne sont pas, le plus souvent, utilisables telles quelles, il faut les restaurer, les équiper, les adapter. C'est ici que les choses se gâtent: selon quels critères va-t-on intervenir?

La demande de maisons anciennes a créé un marché qui les a fait glisser de l'état de témoin à celui de produit. Réintégrées dans le circuit économique, elles y sont souvent traitées avec la même désinvolture *déréalisante* que tout autre élément de la chaîne consommatrice. L'existence de ce marché a incité nombre d'architectes et d'entrepreneurs à étendre leur activité aux vieilles bâtisses,

avec des résultats souvent catastrophiques.

Car il faut bien se rendre compte que l'engouement pour les édifices anciens ne constitue nullement, par lui-même, la garantie de leur survie. Tout au plus offre-t-il une chance de survie, qu'il s'agit de saisir. Par conséquent, l'intérêt dont la population semble faire preuve — pour combien de temps? — à l'égard de ce patrimoine ne deviendra une force déterminante que lorsque l'attitude commune à l'égard des traces de l'histoire dépassera le stade affectif qui la caractérise encore.

Le but de ce cahier de *Vie des Arts* serait atteint si le lecteur de bonne volonté se rendait compte, ne fût-ce qu'en le parcourant, de la variété et de la complexité des problèmes posés par les sites dits historiques. La première notion dont il faut acquérir la conscience, c'est que, dans ce domaine aussi, *l'improvisation est irresponsable*. On ne peut agir valablement sur un bâtiment digne d'être conservé sans avoir pris un certain nombre de précautions méthodologiques, faute de quoi l'on risque de le transformer en sa propre caricature. On ne peut pas davantage proposer un programme d'action pour un site quelconque sans connaître les forces qui ont constitué ce site et les mécanismes qui agissent aujourd'hui sur lui. Toute autre approche relève de l'incompétence, du cynisme ou de la magie.

Car la restauration des édifices, l'animation de l'architecture ancienne et l'insertion de bâtisses neuves dans un ensemble historique ne forment pas, d'abord, un problème technique, mais bien un problème culturel (au sens le plus large). L'approche empirique ou pragmatique, encore si répandue, consiste avant tout à faire confiance au goût et à intervenir au moyen de mesures sectorielles, assimilables à des recettes, hors de tout souci de cohérence sur le plan de la théorie (ne parlons même pas de mise à jour des idées!). Si l'on tient pour vrai, comme l'observe Edward H. Carr, que la primauté du pratique sur le théorique est un trait distinctif de la pensée conservatrice, l'absence de ligne directrice constitue

le plus sûr moyen de se tromper faute de réflexion sur les fondements d'une décision et sur la légitimité des principes qui la sous-tendent, on s'expose à agir seulement en vertu de ce qui va de soi (ainsi, pour la plupart des gens, restaurer un bâtiment consiste à le ramener à son état primitif).

Or là, pas plus qu'ailleurs, rien ne va de soi. Il n'y a pas de restauration, de réanimation ou d'insertion *naturelle*: derrière chaque attitude, à la racine de chaque projet d'intervention se situent nécessairement des choix, généralement inconscients, que la connaissance de la théorie et de son histoire permettent d'expliquer. En dernière analyse, ces choix sont de nature philosophique, car ils supposent un système de valeur. Que le Québec forme un cas différent de la Grèce ou du Sénégal n'y change rien: pour être médecin au Québec, il faut commencer par apprendre la médecine tout court. Même si l'on ne restaure pas un four à pain comme Chartres ou S. Carlino, il s'agit d'une différence de degré, non de nature: problème moins complexe, mais qui mérite d'être posé tout aussi correctement.

Cela ne signifie pas, cependant, que le souci d'une démarche coordonnée et comme transparente permette de lever d'un coup toutes les difficultés. D'abord, parce qu'il n'y a pas qu'une théorie, mais au moins quatre principales, échelonnées sur un siècle: stylistique, historique, scientifique et critique; les résultats seront très différents selon qu'on adoptera telle ou telle d'entre elles, et l'on trouve aujourd'hui des tenants des quatre écoles, bien que chacune soit issue d'une critique serrée des prémisses et surtout des effets de la précédente. Ensuite, parce que la théorie ne doit pas tant être connue que digérée et vérifiée par son application; en d'autres termes, une théorie s'avère féconde si elle est capable de guider l'approche de l'objet architectural afin de rendre justice à son identité: dans cette optique, il n'y a que des cas particuliers.

Le lecteur s'apercevra rapidement que notre ambition, en préparant ce cahier de *Vie des Arts*, n'était pas de présenter l'état des problèmes québécois en matière de sites historiques (il y faudrait un copieux dossier), mais simplement d'inciter à la réflexion par l'analyse d'exemples à la fois concrets, actuels et révélateurs. Bien que chaque article ne cherche qu'à formuler, en termes accessibles à tous, les divers aspects d'une question limitée, il pourrait se dégager de l'ensemble, parce qu'il couvre un assez vaste champ, quelques linéaments d'une problématique générale.

Restaurer suppose une connaissance étendue de l'objet sur lequel on intervient. Avant toute action, il importe de procéder à une double lecture: historique et descriptive. La première s'applique à reconstituer le devenir

du bâtiment depuis les circonstances de son édification, à connaître les fonctions qui l'ont traversé et les changements qu'elles ont entraînés dans son aménagement, à identifier ses modèles ou la tradition dans laquelle il s'inscrit, à rassembler son iconographie ainsi que les renseignements des archives et du cadastre qui le concernent.

L'autre lecture s'attache à la bâtisse telle qu'elle nous est parvenue, en dresse le relevé minutieux, constate l'état de sa structure, procède à des sondages, enquête sur l'origine de ses matériaux et sur les modes de leur mise en œuvre. La contribution de Laszlo Demeter touche un aspect essentiel de la maison traditionnelle au Québec: sa charpente. Jusqu'ici, les divers auteurs l'ont simplement décrite en tant qu'assemblage de pièces de bois, sans essayer de comprendre comment les différents éléments *travaillaient*: or, les dimensions et la disposition des poutres répondent à une logique interne dont l'existence même semble avoir échappé aux historiens. On saisira l'importance particulière que revêt la connaissance exacte des forces en jeu dans une ossature et de leur résultante sur les murs eux-mêmes si l'on se souvient que la quasi-totalité de l'architecture du Québec est couverte en bois et non pas voûtée en pierre ou en brique.

Notre cahier ne traite que ces deux aspects de la restauration et laisse de côté aussi bien les considérations techniques que les dissertations touchant les principes (les unes et les autres hors de propos dans cette revue). Il n'est peut-être pas inutile, toutefois, de signaler au passage quelques-uns des points sur lesquels un accord à peu près général s'est établi, parce qu'ils se sont dégagés d'une pratique maintenant séculaire.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'idée de restauration évoque généralement, chez le profane, un retour de l'édifice à son état original. Malheureusement, *le temps n'a pas de marche arrière*. Même si l'on croit restituer, sur la foi de documents certains, l'aspect initial d'une construction, il faut bien se rendre compte que l'on ne fait qu'ajouter un *nième* état à une série d'états antérieurs: notre intervention reste, nécessairement, actuelle, parce qu'il nous est impossible de quitter la culture en vertu de laquelle nous agissons; que le résultat ressemble à s'y méprendre à l'état premier ne rachète pas le caractère anachronique de l'opération. Cette réflexion et d'autres encore ont incité les théoriciens à respecter les bâtiments tels qu'ils nous sont parvenus, en d'autres termes à *ne pas effacer les traces du temps*. Principe cardinal, qui ne doit pourtant pas conduire au fétichisme du dernier état: il est licite d'éliminer les adjonctions dégradantes (mais l'on peut souvent hésiter sur leur

nature, comme pour la tour du château Ramezay, à Montréal). De ce point de vue, la reconstitution de la place Royale, à Québec, apparaît comme une plaisanterie coûteuse et dépourvue de toute justification autre que touristique-folklorique.

La règle du *minimum d'intervention* relaie la précédente: il serait absurde de ne pas réparer des toitures crevées sous le prétexte ruskinien que toute architecture est condamnée à la ruine; cependant, il sied de dénoncer comme tels, avec discrétion, les éléments neufs. A la limite, l'idéal n'est pas de restaurer, mais de consolider et d'entretenir.

La restauration n'a trait qu'à l'architecture comme entité physique (murs, toits, décor éventuel, etc.): elle concerne l'*enveloppe*, le *contenant*. Or, l'architecture est aussi (beaucoup disent: surtout, et d'aucuns: exclusivement) *contenu*: usage, fonctions, processus. Une bâtisse ancienne restaurée doit retrouver une vie quotidienne, faute de quoi la voilà condamnée à rester coquille vide ou musée, ce qui souvent revient au même. Mais cette exigence peut entrer en conflit avec le but même de la restauration, qui est de conserver un témoignage avec le minimum d'altération. Il faut alors jouer dialectiquement les valeurs de la durée contre celles du transitoire pour déboucher sur une solution qui assure à la fois le fonctionnement de l'édifice et le maintien de son intégrité.

C'est là tout le problème de la *fonction compatible*. Par bonheur, les bâtiments anciens (et surtout, paradoxalement, ceux qui relèvent de la poétique néo-classique, c'est-à-dire les plus rigides) admettent une variété de fonctions que l'on ne soupçonne pas au premier abord. Ce que voyant, beaucoup de très jeunes architectes voudraient privilégier très largement l'usage aux dépens de la conservation: Versailles transformé en HLM ou telle église désaffectée bondée de bureaux jusqu'aux tuiles constituent toutefois des propositions extrémistes; on trouve à Leningrad un temple luthérien polémiqement transformé en piscine. Il faut, en effet, distinguer: à moins d'être un aspirant vandale, on n'injecte pas le même contenu dans un entrepôt et dans une salle de théâtre, parce qu'il y a lieu de tenir compte des aptitudes symboliques de l'objet considéré, en plus de sa capacité purement physique d'admettre telle ou telle fonction. La compatibilité ne découle pas du cubage utile ou de la rentabilité: c'est une notion d'ordre sémantique.

En outre, toutes les bâtisses anciennes ne se valent pas: le plus total respect s'impose pour *Vierzehnheiligen*, absolu de l'expression architecturale, mais je puis me permettre une certaine désinvolture à l'égard de telle prison sans caractère, ayant pour seul mérite d'être

solide. Dans certains cas, les qualités intrinsèques du bâtiment priment; dans d'autres, le nouvel emploi peut l'emporter. Néanmoins, une foule de raisons militent en faveur d'un principe d'action qui restreigne la liberté de l'architecte: celui de la *réversibilité des interventions*. Nous ne nous sentons plus le droit d'imposer une marque indélébile aux constructions que l'histoire a charriées jusqu'à nous en vertu du plus parfait hasard: nous percevons trop leur fragilité, que nous ne voulons pas compromettre davantage, et nous refusons de compliquer la tâche de nos successeurs, qui devront défaire à leur tour ce que nous avons fait.

Restauration et réanimation se rapportaient jusqu'ici à des constructions considérées en elles-mêmes. On les retrouve, à une échelle beaucoup plus vaste, au plan des ensembles — villages et quartiers anciens. L'ensemble vaut comme tel, indépendamment de la qualité des éléments qui le composent; il connaît ses propres problèmes, inhérents aux mécanismes économiques. Les centres urbains que nous jugeons dignes de protection peuvent se répartir, grosso modo, en deux grands types: d'un côté, les centres actifs, qui n'ont pas cessé de constituer le cœur de la ville; de l'autre, les centres fossiles, que les affaires ont désertés pour un quartier plus favorable. Dans le premier cas, il ne subsiste guère d'ancien que le tracé des rues et, parfois, quelques édifices de prestige; dans le second, c'est tout le tissu qui peut s'être conservé, mais souvent dans un triste état.

Les villes nord-américaines présentent les deux types, avec une prédominance du premier. En maints endroits, les opérations de rénovation urbaine y ont été menées à une échelle et avec des moyens tels que le nouveau centre a perdu tout rapport avec celui qui l'avait précédé sur le même site. L'idéologie de l'expansion n'épargnait pas le moindre vestige architectural, exception faite, parfois, de quelque église soigneusement rafraîchie (et dans son nouveau milieu, elle avait l'air aussi incongru qu'un accent circonflexe égaré sur une consonne). En revanche, les zones délaissées par la banque et le commerce se sont rapidement vidées de leur population, tandis que, faute d'entretien, leurs immeubles ont commencé à disparaître, pour faire place à des terrains vagues ou de stationnement.

Le Vieux Montréal relève de ce dernier type; il forme le quartier ancien le plus étendu et le plus important de tout le Canada; le tracé de ses rues remonte, pour l'essentiel, au début du XVIII^e siècle; sa partie est, en dépit des incendies, date du début du XIX^e siècle; sa moitié occidentale, des années 1860-1900. Plusieurs études ont déjà été élaborées pour tenter de réintroduire ce secteur parmi les

zones actives de l'agglomération en lui rendant un rôle urbain. Le tissu n'est pas homogène, ni architecturalement, ni par ses activités. Pour l'heure, la seule mesure prise a consisté à congeler la situation présente au moyen d'un règlement.

La proposition d'Anca Hanganu a le mérite de ne pas se limiter aux façades et de refuser la conservation sous forme de musée: elle pose avec franchise le problème de fond, en faisant dépendre la survie du Vieux Montréal de son usage planifié. Car il ne suffit pas de boucher les trous avec des bâtisses modernes et d'appeler de ses vœux population et commerce de détail (cela revient à poser le problème de la poule et de l'œuf). Il faut introduire de nouvelles fonctions dans le quartier ancien, mais sans qu'elles échappent au contrôle. Le danger principal d'une opération de ce genre, c'est en effet que le dynamisme économique auquel on fait appel risque de détruire ou du moins de dénaturer gravement ce que l'on cherchait à revigorer. Il est donc capital de ne pas perdre de vue que *certains quartiers anciens se sont conservés précisément parce qu'ils étaient sortis du circuit économique et qu'une réanimation mal dosée risque par conséquent de les achever.*

Celui qui visite la région sud-ouest du Vieux Montréal est frappé par l'ampleur des destructions récentes, qui font ressembler ce coin à une ville bombardée. On peut regretter cette situation, mais il est plus sage d'en tirer parti: si l'on considère ces vides comme riches de potentialités, si se dessine alors des parcours imprévus que l'on pourrait accommoder pour les piétons et où se localiseraient aisément des activités inédites. Il n'en reste pas moins que le Vieux Montréal se distingue du reste de la ville par son aspect compact. On pourrait même parler, pour la section de ses rues, de caractère européen. Il n'est donc pas question de laisser béants tous les emplacements où les bâtiments ont disparu, puisque ces lacunes rompent un discours fondé sur la continuité. Comment s'y prendre, dès lors, pour procéder au *plombage* de tant de trous? Comme dans le cas de la restauration, le profane a son idée sur ce point: il faut reconstruire *dans le style.*

Solution, pourtant, que tout architecte responsable refusera, parce que les langues architecturales anciennes appartiennent à des cycles désormais clos et qu'essayer de les parler équivaudrait à un abus de confiance. En principe, ce sont donc des organismes modernes qui viendront prendre place entre deux bâtisses anciennes. Ceux qui s'effraient encore de cette solution s'en font souvent une idée simpliste, alors que l'architecture contemporaine ne se réduit plus à l'emploi du verre et de l'aluminium: elle s'est assez diversifiée pour répondre aux exigences des quartiers anciens

sans rien perdre de ses qualités propres. On objectera sans doute que les bons exemples d'insertion moderne sont rares. C'est exact: on devrait même dire qu'ils sont rarissimes. Il n'y a toutefois pas d'autre voie praticable.

Si étrange que cela puisse paraître, l'insertion ne se propose pas, d'abord, comme un problème de façade; réussie, elle suppose une approche qui considère le quartier tout entier, parce qu'elle présume la connaissance de ses besoins. La meilleure insertion sera celle qui place en son juste lieu la fonction la mieux appropriée; à ce moment, seulement, les aspects formels entrent en ligne de compte.

Il vient d'être implicitement question de planification, mot qui est déjà apparu dans cette note introductive. Le sort de l'architecture ancienne et l'intégrité des ensembles dépendent sans doute de la législation en vigueur, mais plus encore de la mentalité de ceux qui l'appliquent. En régime d'économie libérale, il a fallu un long, très long effort pour lier tant soit peu les mains aux spéculateurs dans les sites dits historiques. Encore les plans directeurs sont-ils souvent dépourvus de caractère contraignant. Il importe maintenant de passer de ces mesures purement indicatives à quelque chose de plus déterminé. Car il y a planification et planification: *les plans d'urbanisme ne valent que ce que valent leurs objectifs.* Si une politique de prestige inconsidéré tend purement et simplement à livrer la ville au capital, toute protection s'avère illusoire: les arguments non quantifiables des défenseurs de l'ancien, même s'ils ne se cantonnent pas dans une attitude passive, se brisent contre les barages de chiffres des prétendus réalistes. Dialogue de sourds entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, peut-être dû au fait que la ville moderne a perdu le sens du long terme.

De plus en plus, par bonheur, les citoyens s'organisent. La notion de protection active entre progressivement dans les têtes. On se rend compte, aussi, que la conservation n'est pas un problème à résoudre à part, pour soi.

Pourtant, malgré les progrès considérables de ces dernières années, il reste encore à acquérir une notion fondamentale: celle d'une *planification fondée sur les biens culturels.* Lancée en 1969 au congrès d'Italia Nostra, elle a paru folle, parce qu'elle subordonnait toute intervention à un critère de qualité. Personne ne croyait que l'on pourrait, un jour prochain, faire prévaloir la conservation sur l'économique, c'est-à-dire cesser de sacrifier le permanent au transitoire.

C'est l'ordre des priorités qu'il faut renverser, si l'on veut vraiment un aménagement qui assure la répartition optimum des activités et des échanges en fonction des ressources et *en faveur de la population, sans faire disparaître certaines dimensions essentielles à notre sensibilité.*

LES PIÉTONS SE REBIFFENT!



Plan d'aménagement...

Plan de circulation...

Les voitures, ça gaze...

mais les piétons sont gazés!

Les voitures, ça roule...

mais les piétons sont roulés!

Car ce n'est pas à eux qu'on pense,

il n'y a qu'à voir au centre-ville:

des obstacles, des feux partout!

C'est l'enterrement du piéton...

CHER PIÉTON EN DEUIL !



Seules les autos comptent pour nos autorités et non les piétons...

c'est pourquoi les "plénipotentiaires" accordent surtout la priorité à la circulation motorisée.

Nous sommes tous (aussi) des têtes de piétons. Le sacre à pied est soigné et n'encoure pas, elle se coûte rien, elle favorise les contacts et pour les petits parcours elle est le moyen de circulation le plus rapide.

Nos autorités estiment faire quelque chose pour le piéton...

La réalité est tout autre! Systématiquement la ville est adaptée et sacrifiée à la voiture!

Le groupe "action piétons dans la ville" Pribourg a la profonde douleur de faire part

de la mort du piéton

Le cortège d'enterrement aura lieu le 16 février à 11.00 heures au triangle des Bernades pour nos assistants dévoués pendant sa longue marche



Chanson III Sur l'air O Haupt voll Blut und Wunden

Le pié-ton sus-cocte, sous la cir-cu-la-tion. Nos pré-prié-tions au to-mote, dans la dé-so-la-tion. Il a ris-qué sa vie, durant de lon-gues années, les be-garres l'ont vu.

LA VILLE À L'ÉCRASANT EN SON À LA MORTUÉ!



Leugetoni Corp. Fritz

Nous recommandons:

- de favoriser les transports publics et limiter leurs tarifs
- une réduction massive de trafic des voitures particulières
- la création de grandes zones libérées du trafic (à l'abri des nuisances) dans tous les quartiers
- l'encouragement à l'utilisation de parkings de dimension réduite, à la périphérie avec liaison par bus
- création de rues résidentielles (vélotransit) et d'itinéraires piétons et cyclistes

Chanson I Sur l'air de la Marche bornoise

Qu'est-ce qui n'est pas? Nous en avons marqués bien assez! Nous allons bientôt nos rues, nous allons bientôt les trottoirs à la poubelle!

Deutsche Fasching

SELON LA PRESSE:

Des « Epouses » aux « Bermudes »
**UN PEU DE PLACE
POUR LES PIÉTONS**

Ville de Fribourg Ville de Fribourg

LA PIETAILLE PIETINE DE RAGE
Pitié pour le piéton

Un enterrement symbolique
**« Piétons de Fribourg
unissez-vous ! »**

**Les piétons ne veulent
pas mourir**

Les piétons existent,
nous les avons rencontrés...

FREIBURG:
ZU FUSS durch
die Hölle





Partant de la "plus petite rue piétonne d'Europe", le cortège funèbre s'ébranle : la famille, les pleureuses, la Guggenmusik des piétons trépassés, tout un pêle-mêle, drôle et coloré, de signaux, de pancartes et de banderoles ...





Feux, fouilles, signaux ...
le chemin du centre-ville,
ce n'est pas une promenade,
c'est une course d'obstacles.
Ca pue, on est serré sur des
trottoirs étroits, encombrés.
Pauvres piétons !







Le cortège
passe au
Triangle des
Bermudes :

interdit de
s'y arrêter
par ordre de
l'autorité :





200 manifestants, 5000 tracts distribués,
un public nombreux, réceptif, approbateur :
c'est un appel à nos autorités
mais c'est aussi un avertissement !

Chronique de politique communale :

LE CONSEIL GENERAL S'ANIME

Le Conseil général a cessé d'être une simple chambre d'enregistrement. Des voix s'y élèvent qui font écho au malaise grandissant de la population. Evidemment, ces interventions n'ont guère d'influence sur le comportement du Conseil Communal : elles dénotent cependant un changement d'état d'esprit et le fait, qu'avant même l'application de la nouvelle loi sur les Communes et Paroisses, rien ne peut plus être comme avant.

Ce qui retient l'attention, c'est la convergence des interventions et leur intérêt qui tranche sur la platitude des déclarations officielles.

La séance du 13 février a été ainsi marquée par trois motions émanant du Dr. Bernard Garnier (rad.), de Mlle Rita Siegwart (PICS) et de Jean Pythoud (soc.). Dans leur esprit, elles rejoignent celle de M. Paul Despond (PDC), lors d'une précédente séance.

Le Dr Garnier s'est attaché à dénoncer l'envahissement des rues et places par la circulation automobile : "Plutôt que de continuer à rogner les trottoirs, planter des feux de circulation, et consacrer toujours plus de surface aux voitures, il s'agit de rendre aux piétons le centre-ville et si possible aussi le centre des différents quartiers." Enumérant les conditions préalables à la réalisation de zones piétonnes (pont de la Poya et mise en service de plusieurs parkings à proximité immédiate du centre), il insiste sur le fait que l'implantation de ces derniers ne devrait pas "porter préjudice aux futures zones piétonnes".

La motion de Rita Siegwart revient sur le projet de construction d'une maison de théâtre et de congrès pour demander qu'il soit repris à la base. Faisant un court historique de son lancement et des oppositions qu'il a suscitées, elle appuie sur "l'importance de la question et la nécessité d'un dialogue entre animateurs de la culture et bâtisseurs de l'instrument" tout en relevant les différences de conception qui vont du théâtre d'animation ouvert à l'activité créatrice à un théâtre conventionnel ou "de consommation commerciale" selon certains. Elle émet des réserves quant à l'emplacement choisi et son lien avec l'Eurotel, du fait même de l'orientation "maison des congrès" que ce voisinage implique.

En conclusion, Rita Siegwart demande une mise au concours pour un nouveau projet. Cette mise au concours avait été écartée par le Conseil général en 1975, mais le renvoi du projet unique présenté en 1978 a créé une situation nouvelle. Dès lors, "l'échéance de 1981 ne devant plus être tenue, il faut prendre le temps et les dispositions nécessaires pour arriver à la meilleure solution possible et associer étroitement les Fribourgeois à la construction de leur théâtre."

Cette proposition de concours est développée sur un plan plus général par la motion de Jean Pythoud. La pratique du Conseil Communal est d'éviter les concours pour pratiquer (à sa façon) le tournus. Prenant l'exemple du projet de "Théâtre-Maison des Congrès", Jean Pythoud démontre, normes SIA à l'appui, que le seul projet issu d'un mandat direct coûte aussi cher que les six, sept ou huit projets primés d'un concours. Cette démarche, selon la Société suisse des ingénieurs et architectes (SIA), "grâce à la confrontation d'idées qu'elle apporte, permet de résoudre l'essentiel des problèmes que pose un ouvrage déterminé et de trouver, par sélection, moyennant une dépense modérée, la solution la plus adéquate et la plus économique."

On objecte certes que l'organisation et le déroulement d'un concours prennent beaucoup de temps. C'est vrai, mais ce n'est pas du temps perdu. C'est en réalité, le plus souvent du temps gagné : "Organiser un concours implique de définir soigneusement un programme, de le soumettre à l'appréciation, à la critique et aux suggestions de représentants qualifiés des utilisateurs et des membres du jury et aussi à l'analyse et aux questions des concurrents." Cette démarche n'a guère d'équivalent dans le cas d'un mandat direct, ou n'intervient que trop tard, par pressions extérieures, dans un climat de crispation et sous la contrainte du temps qui passe. L'exemple du projet de "théâtre" est fort significatif.

Le concours est, en soi, un excellent moyen de l'information et même de la participation. La démarche ouverte qu'il implique est favorable à la formation d'un consensus dégagé des plus gros risques de la subjectivité et du parti pris. Enfin, les formules d'application des concours découlent d'expériences nombreuses menées de longue date, elles sont appliquées avec la collaboration de l'organisme spécialisé de la SIA selon un règlement approuvé par toutes les organisations professionnelles suisses.

Et Jean Pythoud de relever que, de même que les organismes fédéraux s'y eeffèrent (CFF, PTT, etc), l'Union des Villes suisses, dont notre Syndic est le président, et l'Association des communes suisses en recommandent l'application...

UNE QUINZAINE D'ARCHITECTES FRIBOURGEOIS PROTESTENT

Voici d'importants extraits de leur lettre ouverte du 13 février:

Comme citoyens attachés aux règles de la démocratie, et comme architectes conscients d'une éthique professionnelle, c'est avec inquiétude que nous observons le développement des constructions en ville de Fribourg. On souhaiterait voir dans une ville qui se qualifie "d'arts et d'études" un conseil communal soucieux d'une politique culturelle et architecturale, liée aux intérêts légitimes des citoyens.

Il n'en est rien, le Conseil communal, souverain, a de nouveau tranché. Il s'agit cette fois de la patinoire. Nous ne remettons pas ici en question son utilité ou son emplacement, mais par contre, nous réprouvons les mécanismes qui amènent de telles décisions et la négation volontaire de tout débat public. *Et de se référer aux cas bien connus de l'Eurotel, du théâtre, de la place de la Gare* : chaque décision, qui concerne la planification de la ville et des constructions est prise "ex cathedra".

Jamais depuis plus de dix ans il n'y a eu pour un bâtiment public un concours ouvert à tous les architectes, contrairement à la règle appliquée usuellement dans tout autre domaine. Les interventions demandant une plus grande transparence dans les procédures de construction, les propositions de mise au concours public sont écartées avec des arguments douteux. On ne dit pas aux contribuables qu'un concours est financièrement avantageux, car il permet de choisir entre différentes solutions tant sur le plan économique que sur celui de la valeur architecturale, critère échappant à nos édiles. Par ailleurs, un concours correspond à une habitude démocratique, telle qu'elle est pratiquée dans bien d'autres cantons.

A Fribourg, la démarche est particulière. Plus personne ne se rend compte et s'étonne que l'université, le théâtre, le parking du Bourg, la mensa universitaire en projet, l'hôpital gériatrique de district en étude et par conséquent aussi la nouvelle patinoire, proviennent principalement d'un même bureau qui n'est pas, jusqu'à nouvel avis, une institution d'Etat. Qui serait surpris si l'on réservait un même sort à la salle de sport de Ste Croix, à la halle du comptoir ainsi qu'à l'institut d'hygiène et de bactériologie ? Pour l'instant, un concours n'est pas prévu à l'ordre du jour. Il faut que tous les représentants du peuple s'inquiètent de ces méthodes actuelles, qu'ils imposent des concours pour tous les bâtiments publics et qu'ils permettent une consultation de ceux qui, en fin de compte, doivent payer (référendum financier comme sur le plan cantonal).

QUARTIER D'ALT :
REMINISCENCES
ARCHITECTURALES,
ON PASSE DU "PIRE"
AU "MÉDIOCRE"...



A Fribourg, un plan d'aménagement s'élabore. Mais dans la pratique courante de l'urbanisme, on ne s'en rend pas compte.

Exemple : le nouveau projet immobilier dans le quartier d'Alt. L'initiative est comme toujours dans le camp des promoteurs. Si le centre commercial et les immeubles surdimensionnés sont maintenant abandonnés pour une formule passe-partout de type "heimelig" de banlieue alémanique, les protagonistes (propriétaires-promoteurs et architectes) sont les mêmes. Après la levée de boucliers qu'avait provoquée l'agressivité du premier projet, où les intentions des promoteurs se lisaient clairement (raser le quartier !), on aboutit à un compromis dont la banalité rassurante risque de passer quasi inaperçue, sans faire de vagues.

L'erreur présente serait de croire que ce projet en apparence inoffensif n'aura pas de répercussions sur le reste du quartier et sur l'ensemble architectural 1900 de la rue Grimoux. L'impact d'un investissement de 18 millions sur un environnement particulièrement fragile et ne bénéficiant d'aucune protection légale n'a pas été pris en considération.

Déjà, deux immeubles proches à la rue Louis-Chollet et formant angle avec la rue Grimoux viennent de changer de mains. Ils sont en très mauvais état d'entretien, presque à bout de course. Que va-t'il se passer ?

La destruction brutale du quartier d'Alt aura-t'elle été évitée pour s'acheminer finalement vers le lent grignottage de sa substance même ?

Sans doute, une augmentation de la population, par la construction de logements à la place de terrains vagues et de dépôts désaffectés, peut avoir des conséquences bénéfiques (sur l'effectif scolaire, la clientèle des commerçants) mais, en l'absence d'un plan d'ensemble, le poids de l'argent, des intérêts immédiats de quelques-uns, pèsera plus que les vœux ou les craintes des habitants.

Notre titre "réminiscences architecturales" demande une explication. Il est clair que dans l'actuel projet immobilier la référence ne se fait pas au contenu architectural 1900 du quartier d'Alt mais bien plus à une image vague et mal perçue de la Vieille-Ville. Cette démarche "rétro" reste donc sans signification.

Nous citerons en conclusion un témoignage, celui de l'architecte Mario Botta *) : *Un malentendu réapparaissant souvent dans l'évaluation des rapports entre architectes et environnement est l'idée qui subordonne toute nouvelle intervention architecturale à une présumée supériorité des valeurs du contexte ambiant. (...) Cette attitude exprime peur et méfiance envers toute nouvelle expression, plutôt que sensibilité et attention pour les valeurs existantes. La plupart du temps, elle n'est pas une attitude de conservation, mais de réaction. (...) Contrairement à ce comportement, je pense qu'il nous faut accepter l'évidence des faits plus simplement, et une fois la légitimité de l'intervention reconnue, la prendre comme occasion pour une nouvelle transformation.*

*) Conférence tenue à La Sarras le 1er juillet 1978, in WERK Nr 1/2 1980, p.36

En bref

UNE VERRUE CHASSE L'AUTRE !

L'affaire de la patinoire tourne à la farce. L'Age tient bon et les politicards mollissent. Le PDC propose sa solution alternative: mais depuis longtemps le HC Fribourg est son affaire exclusive et l'impasse actuelle est le résultat de ses combines. La couverture illicite de la patinoire est un coup de force de J.-P. DORTHE couvert par le préfet BUTTY. Lequel étant maintenant président du comité des Fêtes de 1981, la dite couverture inesthétique doit disparaître ... pour voir s'élever une Halle des Fêtes aux Neigles, à un jet de pierre de la précédente verrue. Comprenne qui pourra !

Dans ce débat, la seule question qu'on ne pose pas, c'est la justification d'une dépense de 5 Mos pour la future patinoire. Si on arrive à un tel montant, c'est qu'on a en vue le sport spectacle bien plus que la pratique d'un sport...

CURIEUX !

J.-F. Bourgknecht veut imposer dans l'éducation l'ordre qui faisait défaut dans sa comptabilité. Il s'en prend aux péchés d'une jeunesse qu'il connaît par oui-dire. Mais sur la morale des affaires, qu'il connaît bien, il n'a rien à dire!

POUR L'HARMONIE ...

Fribourg est le lieu de rencontre de deux cultures : effacer les traces de l'une, c'est s'appauvrir. C'est le cas pour les noms de nos rues, témoins de notre Histoire : la Grand' Rue c'est aussi la Reichengasse, la Planche, c'est aussi la Matte, le sens allemand éclaire la signification française dans de nombreux cas. Sans aller jusqu'à vouloir baptiser Pérolles "Pigritzstrasse", on pourrait alors respecter le bilinguisme. A trop marquer la frontière, on devient bornés.

LES RUES RESIDENTIELLES, COMMENT?

La prochaine rencontre des associations de citoyens, après celle de Fribourg, sera consacrée à ce thème actuel. Elle se tiendra du 6 au 8 juin à Bâle. Cette rencontre est ouverte à tous les intéressés et est organisée par les Bürgergruppen bâlois très engagés dans ce type de réalisation. Renseignements disponibles auprès de notre secrétariat ou de celui de la Stiftung Wohnen & Öffentlichkeit, Strehlgasse 11, 8600 DUBENDORF (Tel. 01 820 09 17).

TOUT SUR LES ASSOCIATIONS DE CITADINS!

Un ouvrage collectif paraîtra à fin avril : "Groupements de citoyens : participation et cadre de vie". Il peut être commandé dès maintenant, au prix de 15 Frs.

Un contestataire nous écrit...

Jean-François BOURGKNECHT

AVOCAT ET NOTAIRE

ANC. DÉPUTÉ AU CONSEIL DES ÉTATS

Fribourg, le 27 décembre 1979

FRIBOURG

Messieurs,

J'ai une trop longue expérience derrière moi pour ignorer que la gestion de la chose publique ne peut pas se faire sans certaines critiques. Je les admetts, dans la mesure où elles restent dans les limites de l'objectivité et de la bonne foi.

PRO FRIBOURG aurait pu contribuer à améliorer ce qui se fait dans notre ville. Malheureusement, ceux qui représentent, ou prétendent représenter, ce mouvement ne sont pas restés dans ce cadre d'objectivité et de bonne foi.

Afin que vous le sachiez -et je ne suis de loin pas le seul à le penser- je vous retourne, en annexe, le numéro 43 de votre revue, malgré les belles images qui évoquent le passé; dommage que vous en fassiez un usage tendancieux.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

ann. ment.

"Ce serait créer la plus grande des incertitudes que de donner à n'importe qui la possibilité d'attaquer les décisions des corps constitués. C'est là un postulat d'une saine administration qui ne doit pas être la victime d'un excès de démocratie..."

Jean-François Bourgknecht (déjà) en 1966.

Il a de la rancune mais pas de mémoire!

Me Jean-François Bourgknecht ne nous a jamais pardonné d'avoir publié, en son temps cette affirmation si révélatrice de sa mentalité. Il n'a pas changé : incapable de tirer la leçon de ses échecs (et de ceux qu'il inflige à son parti), il continue à vouloir faire la leçon aux autres !

Mais de quoi s'agissait-il au fait ? On devait remplacer l'usine à gaz. La Commune tenait à garder sa petite usine en se bornant à la reconvertir du charbon au crackage de l'essence. Nous défendions, avec d'autres (dont M. Ferdinand Masset, alors Conseiller général), la solution du raccordement au réseau de gaz naturel. Utilisable pour le chauffage des immeubles et permettant la démolition de l'encombrant gazomètre.

C'était compter sans la pesante autorité de Me Bourgknecht qui fit écarter notre recours. La Commune, grâce à lui, allait dépenser 2.000.000 de frs pour une usine à gaz inadaptée et non rentable.

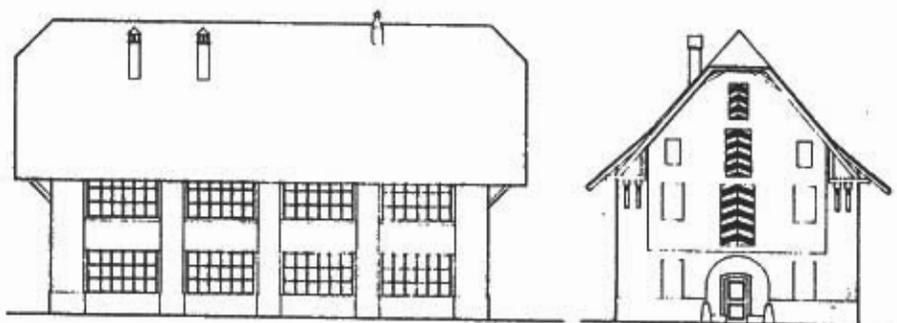
Aujourd'hui, par la force des choses, on y vient, à ce gaz naturel... les électeurs-contribuables étant priés d'avoir la mémoire courte.

Tout au long de "l'affaire Bourgknecht", Pro Fribourg s'est tenu résolument à l'écart de la polémique. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour témoigner qu'en 17 ans d'existence, jamais notre mouvement n'a trouvé en Jean-François Bourgknecht un interlocuteur. Faut-il s'en étonner ? Ce n'est pas un homme de dialogue, c'est un censeur. Voyez ce qui se passe au sein même de son parti. Me Bourgknecht y exploite la nostalgie du bon vieux Conservatisme. Hélas, l'étroitesse des idées au PDC n'a conduit jusqu'à maintenant qu'au rétrécissement de son électorat. Le PDC, au lieu de rassembler, se replie sur lui-même.

Jean-François Bourgknecht reste donc un homme de poids, mais que son parti, sans trop s'en rendre compte, traîne désormais comme un boulet.

G. Bourgarel

UN BON POINT POUR LA COMMUNE : UNE UTILISATION NOUVELLE POUR LE PETIT "WERKHOF"



La presse avait bien signalé il y a plusieurs mois, l'attribution à l'Association pour les centres de loisirs, après de longues tractations, de l'ancien Chantier de l'Etat ou "Werkhof" sur la Planche inférieure, mais le silence était retombé. L'aménagement de cet important bâtiment est en cours et on peut déjà parler d'un véritable sauvetage : sous employé et mal utilisé, il avait perdu toute signification. Servant à la fois de dépôt et d'atelier pour les apprentis, il était pratiquement voué à l'oubli et à l'abandon. Les travaux actuels, en supprimant les adjonctions et les bricolages, sont en train de restituer de très beaux volumes intérieurs et de dégager une charpente sobre et robuste. Ce bâtiment utilitaire d'origine très ancienne et reconstruit vers 1700, était le chantier naval (Schiffhaus) où se construisaient les barques qui servaient à la descente de la Sarine et de l'Aar jusqu'à Zurzach, où se tenait une grande foire. Cet édifice de belles proportions et à l'imposante toiture faisait partie d'un ensemble de vastes bâtiments publics, dont subsistent encore le grand Werkhof et le Grenier (actuelle Caserne de la Planche).

Il faut louer la Commune pour l'excellent travail entrepris. Sous la direction de M. Roger Macherel, une équipe de l'Edilité ne se borne pas à l'aménagement sommaire des locaux, elle leur rend leur beauté première en sablant les grands piliers de molasse et la charpente (voir ci-contre). Un procédé qui ne serait évidemment pas à sa place dans un bâtiment plus fragile mais qui donne ici des résultats très satisfaisants. On se prend même à rêver : qu'une utilisation adéquate soit un jour également trouvée pour le grand Werkhof (ou Vannerie) et la Caserne, le gazomètre une fois déblayé, un aménagement devient possible et cette partie délaissée de la Vieille Ville peut renaître.



Réminiscences architecturales...

LOS ANGELES en 1940

Immeuble May Company,
par A.C. Martin et
S.A. Marx, coin
Fairfax & Wilshire
photo Michel Corboz



FRIBOURG en 1980

Immeuble BEF
par Mario Botta
angle Pérolles-
Arsenaux
photo Gilbert Fleury

